Colère transfrontalière

En Espagne, comme en France, l'hôpital public a encaissé les coups. Argent, personnel, matériel… tout manque. Aujourd'hui, les conséquences désastreuses des mesures néolibérales prises en 2008 par Madrid éclatent au grand jour.

Marti Blancho

« Les sutures ont éclaté, mais elles auraient mieux résisté si on ne nous avait pas fait maigrir jusqu'à l'os », assure Carlos Castaño, médecin et président de l'Association des médecins spécialistes de Madrid (AFEM). La capitale et sa région, foyer principal de la pandémie en Espagne, ont été le laboratoire de la politique néolibérale du conservateur Partido Popular (PP). En Espagne, la santé relève de la compétence de chaque Communauté autonome*. Et la droite, aux commandes de celle de Madrid depuis 1995, en a profité pour privatiser le système sanitaire d'une des régions les plus riches du pays.

La région de Madrid a grossi de 600 000 habitant·es entre 2007 et 2019, mais le budget alloué à la santé n'a pas suivi. La communauté autonome, qui génère 19 % du PIB national, est aussi celle qui dépense le moins en matière de santé : 3 400 € par personne, 1 000 € en deçà de la moyenne nationale. Résultat d'une dizaine d'années d'austérité et de privatisations menées avec zèle depuis 2008 par l'équipe d'Esperanza Aguirre, comtesse de Bornos et présidente de la région entre 2003 et 2012.

D'une part, la baronne du PP madrilène a réduit le budget alloué à la santé publique, de l'autre elle a multiplié les partenariats public-privé, en concédant la gestion d'hôpitaux à des entreprises. *« La création de ce modèle a entraîné une réduction annuelle du budget destiné aux hôpitaux publics en faveur*

de ces nouveaux établissements privatisés », précise Carlos Castaño. Depuis 2007, la part des contrats de concession dans les dépenses de santé a presque doublé, pour atteindre 915 millions d'euros en 2017.

« La précarité est un marqueur de notre profession »

Pendant plus de dix ans, la politique de rigueur économique requise par la Troïka européenne** a accompagné des mesures néolibérales de la droite au pouvoir. La première, munie de ciseaux, a taillé dans le personnel hospitalier : fortes réductions de salaire, non-remplacement des départs à la retraite et baisse drastique des investissements. La seconde s'est jetée sur les restes pour les distribuer au secteur privé. Désormais, la capitale compte 33 hôpitaux publics, dont cinq gérés par une entreprise, face à 50 privés.
Médecins et autres personnels sanitaires s'accordent à dire qu'ils et elles ont payé les conséquences de l'austérité, aggravées par les mesures thatchériennes du Partido Popular. *« 40 % d'emploi intérimaire, entre 25 et 30 % de baisse du salaire selon les régions, des services décimés… La précarité est un marqueur de notre profession »,* se lamente Daniel Ezquerra,

En septembre 2013, la « marée blanche » des soignant·es envahissait les rues madrilènes pour contester la privatisation de la gestion d'hôpitaux publics.

© Barcex

Le personnel sanitaire de Madrid pourrait bien redescendre dans les rues une fois la crise du nouveau coronavirus terminée, comme lors de cette manifestation dans la capitale, en décembre 2012.

© Javier Soriano / AFP

médecin et secrétaire général de l'Association des médecins de Madrid (AMYTS). Son confrère, Carlos Castaño, attribue *« la situation actuelle à la politique néolibérale d'Esperanza Aguirre. C'est elle qui a conçu ce plan* [ndlr : de privatisation]*.»*
La plupart considèrent que si le système sanitaire ne s'est pas effondré, malgré la fatigue et la précarité, c'est grâce à leurs efforts. *« Les professionnels de la santé ont fait un énorme sacrifice pour contrer le choc de la crise afin qu'il ne se répercute pas sur les patients »*, rappelle Rosa Urbanos, économiste de la santé. Mais les hôpitaux étaient déjà au maximum de leurs capacités et pour Carlos Castaño : *« Lorsqu'on fonctionne à 100 %, un petit incident peut casser la machine. Le Covid-19 n'a pas été qu'un incident et la machine a volé en éclats.»*

Mille euros par mois pour 64 heures par semaine

La précarité du métier, les salaires amaigris par la crise et la rareté des places de titulaires ont poussé les jeunes à émigrer, principalement vers l'Union européenne ou les États-Unis. Plus de 10 000 médecins ont dû abandonner la péninsule au plus fort de la crise, entre 2010 et 2014, selon l'Ordre des médecins espagnol. Cinq ans plus tard, l'hôpital public reste toujours aussi démuni et les jeunes continuent de partir. En 2019, 4 100 praticien·nes quittent le pays pour rejoindre, en grande majorité, l'Angleterre ou la France.

Melisa***, 27 ans, y pense. Elle est interne depuis plus d'un an à l'hôpital *12 de Octubre*, dans le sud de Madrid, près du fleuve Manzanares. Pour 1 000 euros par mois, elle travaille jusqu'à soixante-quatre heures par semaine. Aucune place ne l'attend à la sortie de ses quatre années d'internat. *« Quand j'aurai fini, j'enverrai des CV pour exercer en tant qu'intérimaire, comme la plupart des médecins. Dans mon service, il y a 12 médecins. Seuls trois ou quatre sont titulaires. »*

La « marée blanche » monte

La forte mobilisation du personnel sanitaire en plein mouvement des Indignés n'a pas pu freiner cette émigration massive. En 2012, les blouses blanches battaient déjà le bitume des rues de Madrid pour défendre le système de santé publique face aux mesures d'austérité annoncées par le gouvernement. La *Marea Blanca* (marée blanche) madrilène inondait alors les artères de la capitale pour freiner la privatisation de six nouveaux hôpitaux. Avec les années, le mouvement a d'abord perdu de son ampleur, avant de revenir en traversant les Pyrénées. Les revendications du personnel sanitaire espagnol se retrouvaient sur les pancartes des grévistes de l'hôpital public français, en novembre 2019 : « *Soignants épuisés, patients en danger* », « *SOS hôpital public en danger* », « *Je fais pas d'argent, je soigne les gens* »…

En Espagne comme en France, les services d'urgence fonctionnaient en flux tendu bien avant que le nouveau coronavirus achève de les saturer. Mais la crise aura permis à Emmanuel Macron de changer de discours. Il est passé de l'absence d'« *argent magique* » à considérer les services de santé comme *« des biens précieux qui doivent être placés en dehors des lois du marché »*.

Sur la péninsule ibérique, les heures de lutte acharnée du personnel sanitaire face à l'épidémie de Covid-19 n'ont pas effacé l'indignation préexistante. *« Il va falloir qu'on se mobilise. L'hôpital public ne peut pas fonctionner sur notre dos »*, assène Melisa, persuadée que la *Marea Blanca* va ressurgir. De l'interne au représentant syndical, les travailleurs et travailleuses des hôpitaux veulent demander des comptes *« une fois que tout sera terminé »*. Et sur leurs groupes WhatsApp, l'idée de faire grève commence à prendre forme. ■

« La machine a volé en éclats »

* *L'Espagne est formée par 17 Communautés autonomes, équivalant aux Régions françaises, mais avec bien plus de compétences, notamment l'éducation, la culture ou encore la santé.*

** *La troïka européenne désigne le trio formé par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.*

*** *Le prénom a été modifié.*